

Discours du Président de la République aux Dialogues du 15ème Sommet des BRICS

Image not found or type unknown

Miguel Díaz-Canel Bermúdez Miguel Díaz-Canel Bermúdez 24 août 2023

(Versions sténographiques - Présidence de la République)

Son Excellence Cyril Ramaphosa, Président de la République d'Afrique du Sud ;

Mesdames et Messieurs les chefs d'État et de gouvernement et autres chefs de délégation ;

Chers participants :

C'est un grand honneur et un privilège de participer à un sommet des BRICS, un mécanisme d'intégration qui, en raison de sa nouveauté et de sa diversité, ouvre des perspectives et des espoirs sur la voie du renforcement du multilatéralisme, qui est aujourd'hui aussi urgent qu'essentiel pour le destin même de l'humanité.

Nous apprécions grandement le fait que cette réunion se déroule en terre africaine, berceau d'une partie de nos ancêtres qui nourrit fondamentalement l'essence même de l'identité cubaine.

La satisfaction est d'autant plus grande qu'elle nous amène en Afrique du Sud, un pays avec lequel nous sommes liés par des liens historiques de fraternité.

Près de 400 000 compatriotes ont contribué à la lutte contre l'apartheid en terre africaine. Deux mille deux cent quatre-vingt-neuf de nos combattants internationalistes cubains sont tombés héroïquement, écrivant par leur sacrifice l'une des plus belles pages de l'histoire de la solidarité entre les peuples.

Je voudrais citer et rappeler un proverbe africain bien connu : "Les empreintes de ceux qui marchent ensemble ne s'effacent jamais".

Dans le cas de l'Afrique du Sud et de Cuba, ces empreintes sont aussi solides et indélébiles que la mémoire des dirigeants historiques des deux nations. Nous n'oublierons jamais l'étreinte de Nelson Mandela et de Fidel Castro lorsqu'ils se sont rencontrés ici et qu'ils ont demandé à se revoir, comme cela se produit uniquement entre des frères très proches.

Je participe à ce dialogue avec l'énorme responsabilité que représente pour Cuba la présidence du groupe des 77 et de la Chine, le groupe le plus important et le plus diversifié de nations en développement.

Nous sommes 134 pays, les deux tiers des membres des Nations unies, où vit près de 80 % de la population mondiale, confrontés aux défis colossaux d'un monde de plus en plus inégalitaire, où l'exclusion et la pauvreté se sont multipliées après deux années de pandémies suivies de conflits dramatiques.

Au cours des dix dernières années, les nations du Sud ont vu doubler leur dette extérieure, déjà plus que remboursée. Les mesures coercitives unilatérales se multiplient. Plus de 3 milliards de personnes sont affectées par la dégradation des écosystèmes. Plus d'un million d'espèces de plantes et d'animaux sont menacées d'extinction, selon le message du Secrétaire général à l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement.

Si nous n'agissons pas maintenant, nous léguons à nos enfants et petits-enfants une planète non seulement méconnaissable pour ceux d'entre nous du siècle dernier, mais malheureusement condamnée à être inhabitable.

À sept ans de l'échéance fixée pour la réalisation des Objectifs de développement durable de l'Agenda 2030, les perspectives sont sombres. La moitié des 169 cibles convenues sont loin d'être atteintes. Plus de 30 % d'entre eux n'ont pas progressé ou, pire encore, ont régressé par rapport à 2015, selon le dernier rapport des Nations unies.

Les pays développés de l'Ouest et les grandes transnationales ont conçu un ordre international qui ne tient absolument pas compte des progrès des nations du Sud et qui n'est efficace que pour d'infimes minorités.

Le Groupe des 77, la Chine et les BRICS ont la responsabilité et la possibilité d'agir pour changer cet ordre mondial injuste : ce n'est pas une option, c'est la seule alternative.

Aujourd'hui, personne ne peut remettre en question l'autorité croissante des BRICS. C'est pourquoi nous n'hésitons pas à saluer son éventuel élargissement, qui contribuerait à renforcer sa pertinence et sa représentativité.

Le Groupe des 77, tout comme les BRICS, a eu pour exigence historique d'entreprendre une véritable transformation de l'architecture financière internationale, profondément injuste, anachronique et dysfonctionnelle.

Nous croyons fermement que la Nouvelle Banque de Développement créée par les BRICS peut et doit devenir une alternative aux institutions financières actuelles qui, depuis près d'un siècle, appliquent des recettes draconiennes pour profiter des réserves du Sud et reproduire leurs schémas d'assujettissement et de domination.

Nous saluons tout particulièrement la nomination de notre chère Dilma Rousseff à la tête de cette entité et l'initiative louable des BRICS de créer un vaste mécanisme de réserves de devises étrangères qui garantisse la certitude et la stabilité au Sud. L'extension d'un tel mécanisme à d'autres pays contribuerait certainement à atténuer les déséquilibres du système monétaire actuel.

L'établissement de lignes de crédit mutuelles en monnaies locales par les banques des BRICS et la possibilité de créer une monnaie unique pour leurs opérations sont également des initiatives qui pourraient être appliquées dans les relations avec d'autres pays en développement, afin de réduire le monopole abusif de la monnaie américaine qui renforce et garantit une hégémonie préjudiciable au reste du monde.

Les pays BRICS sont les leaders mondiaux de la production agricole, représentant environ un tiers de la production alimentaire mondiale. Leur action conjointe avec le reste des pays en développement contribuerait de manière substantielle à l'élimination de la faim dont souffrent aujourd'hui plus de 700 millions de personnes dans le monde.

En ce qui concerne le changement climatique, nous soulignons la valeur stratégique d'une coordination efficace entre les BRICS et le Groupe des 77, afin de préserver le principe des responsabilités communes mais différenciées dans la mise en œuvre de la CCNUCC et de l'Accord de Paris.

Lors de la COP28, qui aura lieu cette année à Dubaï, pour la première fois, un sommet des dirigeants du G77 convoqué par Cuba sera organisé pour renforcer la coordination stratégique.

Le développement scientifique et technique est aujourd'hui monopolisé par un club de pays qui accaparent la majorité des brevets, des technologies et des centres de recherche, et qui favorisent la fuite des talents de nos pays.

Le G77 et les BRICS doivent et peuvent faire plus pour changer cette situation, et c'est dans cet esprit que Cuba a convoqué un sommet des chefs d'État et de gouvernement du groupe des 77 et de la Chine

sur la science, la technologie et l'innovation en tant que prémisses du développement, qui se tiendra les 15 et 16 septembre à La Havane. Nous nous réjouissons de vous y rencontrer.

Pour progresser vers un avenir plus juste et plus durable, le temps de l'action collective n'est pas demain, c'est maintenant.

Nous croyons fermement au pouvoir de l'unité dans la diversité et que le moment est venu d'agir ensemble pour défendre les griefs historiques qui, parce qu'ils n'ont pas été traités à temps, ont multiplié les problèmes auxquels nos nations sont confrontées aujourd'hui.

Et puisque nous sommes dans la "nation arc-en-ciel", qui a surmonté la haine du passé en intégrant sa riche diversité de cultures, de langues et de croyances religieuses, assumons tous les préceptes de la sage philosophie humaniste africaine de l'Ubuntu, l'éthique de l'attention aux autres qui, face à l'égoïsme et à l'individualisme, promeut une vie de solidarité, de fraternité et de respect dans laquelle personne n'est laissé pour compte.

Le G77 et les BRICS ont l'opportunité de provoquer une transformation historique. Pour le bien des générations futures, faisons-le !

Merci beaucoup (Applaudissements). (Traduit de l'original en espagnol paru dans le site Présidence et Gouvernement République de Cuba)

<https://www.radiohc.cu/index.php/fr/especiales/exclusivas/332297-discours-du-president-de-la-republique-aux-dialogues-du-15eme-sommet-des-brics>



Radio Habana Cuba